**La Vie 24 février**

**« En Ukraine, nous sommes face à un enjeu de dignité humaine »**

Alors que la Russie a lancé une attaque militaire contre l’Ukraine, le 24 février, l’intellectuel ukrainien Constantin Sigov alerte sur les enjeux pour son pays et pour l’Europe.

Propos recueillis par [Marie-Lucile Kubacki](https://www.lavie.fr/auteur/marie-lucile-kubacki)

Philosophe, éditeur et directeur du Centre européen à l’université de Kiev, Constantin Sigov est un intellectuel engagé dans la défense de la dignité humaine. Il est consultant pour les questions d’ethnicité et de liberté de conscience à l’Agence publique d’Ukraine, l’équivalent du Bureau des cultes en France. Pour *La Vie,* il analyse les enjeux politiques et moraux de la situation en Ukraine. Cet entretien a été réalisé quelques heures avant l’attaque militaire menée par l’armée russe sur le territoire ukrainien.

**Dans quel état d’esprit vous trouvez-vous ?**

Depuis déjà plusieurs semaines, nous attendons concrètement les attaques contre Kiev. À la télévision, des programmes abordent régulièrement la manière de se comporter en cas de bombardements, ce qu’il faut emporter – papiers, nourriture, médicaments. Les enfants aussi sont concernés, d’autant que les alertes à la bombe se sont multipliées depuis un mois dans les écoles et dans le métro. Parfois, nous avons l’impression de vivre un cauchemar dont nous allons nous réveiller. Mais l’escalade de ces dernières heures rend ce cauchemar très réel.

Lors de mes premières visites à Paris, après l’annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass qui avaient vu des milliers d’Ukrainiens tués, mes interlocuteurs peinaient à croire ce qui se passait. Parce que c’était loin, on pensait que ce serait passager. La situation, cette fois, a basculé, et tout le monde a compris que la situation est devenue très sérieuse. Que l’on risque d’avoir en Europe une guerre comme la Seconde Guerre mondiale. Que la présence de 150 000 soldats russes et d’armements lourds à la frontière, qui avaient été évoqués ces dernières semaines, est une réalité. Dans la nuit de lundi à mardi déjà (21 et 22 février, ndlr), les troupes russes avaient traversé la frontière avec des régiments installés de longue date…

**Comment analysez-vous l’évolution de l’attitude du Kremlin ?**

À un certain nombre de détails, je dirais que l’on assiste à une forme de dégradation du mental, de la communication et du verbal. Que le ministre des Affaires étrangères russe commence à utiliser des « gros mots », tirés du jargon des bagnards, est d’une grossièreté inédite, même par rapport à l’époque de Staline. Cela n’a rien à voir avec la diplomatie, dans tous les sens du terme. Les éléments sémantiques de communication et de comportement ont changé, y compris entre officiels russes. Si vous regardez les images de l’allocution télévisée du 21 février, vous verrez le chef d’un département des services spéciaux russes dire : *« Je suis favorable à ce que les deux républiques de Donetsk et Louhansk entrent dans la fédération de Russie. »* De manière très grossière, Poutine le contredit en répliquant : *« Qu’est-ce que tu racontes ? Nous sommes en train de reconnaître leur indépendance ! »* Puis il lui intime l’ordre de s’asseoir, comme s’il était un esclave.

Il est clair que l’on a choisi de filmer cette scène et de la montrer, ce qui est une façon d’humilier publiquement les acteurs qui décident de notre vie, dans un spectacle offert à tout le monde. Cela m’a fait penser au film *La Mort de Staline* (sorti en 2017, ndlr). Les Français qui l’ont réalisé ont compris que le style grotesque était le plus juste pour décrire ce qui se passe au Kremlin. C’est cette stylistique que nous avons retrouvée cette semaine, chez des gens qui prétendent décider du destin de 150 millions de Russes, de leur voisins, et plus largement de l’Europe – l’historienne [Françoise Thom, qui a récemment écrit un article sur le sujet,](https://desk-russie.eu/2022/02/11/le-dressage-de-leurope.html) pense en effet que le Kremlin entend dominer l’Europe en matière de sécurité.

**Le Kremlin joue aussi sur la possibilité d’un renforcement d’une alliance avec la Chine face à l’Occident, qu’en pensez-vous ?**

J’ai l’impression que le pouvoir poutinien connaît parfaitement les craintes des Occidentaux et qu’il appuie sur les ressorts les plus susceptibles de les effrayer. Quant à un éventuel soutien de la Chine, Poutine, ne l’oublions pas, aime bluffer comme un joueur de poker. La vérité est que le ministre des Affaires étrangères chinois a encore récemment affirmé, à Munich, que la Chine reconnaissait l’intégrité et la souveraineté de l’Ukraine. Telle est la position officielle.

Il y a huit ans déjà, [Angela Merkel estimait que Vladimir Poutine était *« déconnecté de la réalité ».*](https://www.lavie.fr/actualite/geopolitique/discours-de-poutine-sur-lukraine-un-exemple-flagrant-du-syndrome-dhubris-80935.php) Cela a été renforcé par le fait qu’il ait passé la pandémie enfermé dans son bunker. Et son discours télévisé du 21 février était complètement délirant : on se croirait presque dans une nouvelle de Gogol, quand il prétend que l’Ukraine ne possède pas une partie de son propre territoire…

Pour justifier l’attitude de la Russie, Poutine joue sur l’histoire de la Rus’de Kiev, une principauté qui a existé du IXe au XIIIe siècle, et sur la diversité du pays, en évoquant les prorusses et les russophones. S’agit-il d’arguments véritables ou de prétextes ?

La seconde hypothèse me semble plus pertinente. D’un discours élaboré pour justifier des actes illégitimes, Poutine semble être passé à une véritable conviction. Comme il vit dans sa bulle, je pense qu’il devient difficile pour lui de distinguer ce qu’il a inventé pour convaincre et ce qui relève de son idiosyncrasie. Je ne souhaite pas entrer dans sa tête, mais je pense que les raisons qui ont mis cette machine en route sont autres. Il faut se souvenir qu’il était officier en Allemagne au moment de la chute du mur de Berlin. Quand il interrogeait ses supérieurs sur la manière dont les kagibistes devaient réagir, il n’obtenait pas de réponses.

L’expérience de cet effondrement a constitué pour lui un choc existentiel. La trame de son programme, c’est donc la revanche de l’Union soviétique, et tous les moyens sont bons pour cela. Il reconstitue l’Histoire, en particulier celle de l’Ukraine, en remontant à la Rus’de Kiev, à partir de connaissances qui lui sont venues sur le tard, quitte à laisser de côté des pans entiers qui contrediraient sa vision des choses. C’est un peu comme si quelqu’un prétendait vouloir redessiner la frontière entre la France et l’Allemagne à cause de Charlemagne !

**Comment comprendre le rapport de Poutine au passé soviétique ?**

L’Europe, selon moi, ne mesure pas qu’elle se trouve face à un homme qui a été capable de fermer l’ONG Memorial International et de jeter en prison pour 15 ans un de ses chercheurs, en dépit de son âge avancé. C’est du révisionnisme grossier, assumé publiquement. Parce que l’ombre qui pèse sur sa tête, c’est la peur d’être jugé, c’est l’ombre d’un procès de Nuremberg. Quand il fait installer des statues de Staline en Russie et dans le Donbass, c’est une manière de dire que les crimes de Staline, et les siens propres, échappent à la juridiction de l’humanité. Il veut convaincre le monde qu’il s’agit d’une « affaire interne ».

Si Kiev compte pour lui, ce n’est pas à cause de saint Vladimir et du baptême de la Russie, mais parce que Kiev sait tout : c’est là que se trouvent les archives du KGB les plus ouvertes. Quand Poutine s’en prend à l’Otan de manière obsessionnelle, il parle des forces qui peuvent juger les crimes staliniens.

**Et que penser de son rapport à l’Église et aux valeurs morales traditionnelles ?**

Il est du même ordre que son rapport à l’Histoire, avec la Rus’de Kiev. Il instrumentalise l’Église orthodoxe et les valeurs morales traditionnelles. J’ai beaucoup d’amis croyants à Moscou qui sont stupéfaits de cette situation et qui en souffrent. Cela fait des dégâts pour la foi, surtout chez les jeunes, chez qui l’on assiste à une poussée d’anticléricalisme.

**Quelle est la situation pour les Églises en Ukraine ?**

Paradoxalement, même pendant les mois les plus difficiles, jamais nous n’avons vécu de tensions. La branche de l’Église rattachée au Patriarcat de Moscou en Ukraine reste silencieuse, mais il n’y a pas de frictions. Dans son discours officiel, le métropolite de l’Église autocéphale d’Ukraine, quant à lui, a exhorté à éviter toute forme de provocation qui pourrait servir de prétexte à une intervention pour « justifier » l’invasion du pays. Il y a par ailleurs une très bonne entente entre les grecs-catholiques et l’Église autocéphale.

L’été dernier, j’ai organisé un séminaire en mettant autour de la table des représentants de différentes Églises, qui ont tous la quarantaine et qui sont tous élèves de Jean Paul II et lecteurs du patriarche Athénagoras. Les évêques en Ukraine sont en avance par rapport à la classe politique. Il y a chez eux une amitié, un sens de l’Évangile et une volonté de développer le dialogue avec la société avant de le faire avec le pouvoir politique. Nous continuerons de travailler de sorte que le dialogue constitue l’horizon de la jeunesse ukrainienne.

**Et à l’échelle du pays, l’unité est-elle possible ?**

À l’heure actuelle, la grande majorité des russophones sont horrifiés quand on assimile la russophonie au soutien à la politique russe. Odessa, qui est russophone, est horrifiée par les chars qui veulent entrer en prétendant défendre leur langue et leur culture. Il n’y a pas de « crise ukrainienne », de guerre civile, mais une crise russe, avec une agression. Poutine a attisé ce qu’il pouvait, mais dans l’est du pays les gens ont conscience d’être utilisés comme de la chair à canon. Il s’agit de revenir à la base fixée par l’Europe en 1948 : rouvrir le premier article de la Déclaration universelle qui défend la dignité de l’homme. Nous ne voulons que cela.

**C’est-à-dire ?**

Notre pays défend des valeurs de démocratie et de liberté qui sont celles de l’Europe. Si celle-ci reste unie dans cette crise, elle verra grandir son estime d’elle-même. Nous sommes face à un enjeu de dignité. Conceptuellement, tout le monde est d’accord. Mais concrètement, on a tendance à raisonner en termes de « petits » et de « grands » pays. Ce discours sur les « petits pays » n’est pas à la hauteur de la Déclaration universelle des droits de l’homme. Nous sommes descendus trop bas par rapport à cette vérité sur la dignité humaine et, en ce sens, l’Europe est en danger.